

« ON REMET LA PHOTO CHOC À SA BONNE PLACE »

Entretien avec Valentina Camu et Yann Levy
de la revue photographique États d'urgence

Propos recueillis par Ferdinand Cazalis

La nouvelle revue *États d'urgence*¹ regroupe six professionnel.le.s² de la « photographie sociale ». Tous les ans, 128 pages de regards au long cours sur nos urgences quotidiennes : casse sociale, crise migratoire, violence d'État, catastrophe écologique... Entretien à deux voix pour interroger le rôle de la photo dans les luttes : l'histoire est-elle soluble dans l'esthétique ?

Le titre de la revue est *États d'urgence*, pourtant on n'y parle pas des lois antiterroristes mises en place par le gouvernement...

Valentina Camu : On ne voulait en effet pas parler directement de l'état d'urgence imposé pour réagir aux attentats, mais de l'état d'urgence sociale en France, celui qu'on vit.

Yann Levy : Surtout que l'état d'urgence décidé par le gouvernement a beaucoup servi à réprimer le mouvement social. Il y a bien urgence sociale, avec de plus en plus de précarité, une crise migratoire et écologique. Le monde est en guerre, et toute l'économie doit continuer à fonctionner, tandis que les peuples perdent leurs libertés. C'est contre cet état d'urgence policier, et pour remettre en avant les problématiques sociales, que nous avons fait cette revue.

Comment est né ce projet de revue photographique collective ?

Y. L. : Le mouvement contre la loi Travail a permis à beaucoup de photographes de se rencontrer pendant les manifestations. Avec Julien Pitinome et Nnoman, nous avons cosigné une tribune dans Mediapart.fr en juin 2016 : « Reporters indépendant.e.s, nous vivons la précarité et la répression ». Ça a été comme une première pierre commune. À partir de là, nous avons constitué un portfolio commun sur le printemps dernier avec d'autres photographes, et ajouté d'autres séries

plus personnelles, sur la ZAD, Assa Traoré et son combat, ou les trajectoires de migrant.e.s.

V. C. : Le travail en collectif sur ce projet est très motivant : on a rassemblé nos différents travaux dans un « almanach » commun sur le mouvement contre la loi Travail.

Y. L. : Aujourd'hui, il y a de plus en plus de photographes de qualité, et toujours très peu de canaux de diffusion. On produit tou.te.s des sujets auxquels on tient, mais qui ne sont pas publiés. Non pas qu'ils manquent de qualité, plutôt parce qu'on n'est pas dans le bon tempo, parce qu'on ne connaît pas la bonne personne dans le bon média, etc. Je viens pour ma part du *DIY* [*Do It Yourself*], donc je me suis dit qu'il ne servait à rien d'attendre qu'on nous propose ce type de publications : autant la fabriquer nous-mêmes ! Le web nous semblait par ailleurs insuffisant, car il y manque cette notion de partage, de main à la main, et on a un certain attachement affectif à l'objet imprimé que tu peux feuilleter.

V. C. : Et puis cela nous a permis de raconter des histoires par la photo, en prenant le temps nécessaire. Par exemple, le sujet que j'ai publié dans *États d'urgence*, « Territoire d'exil » qui rend compte de l'évacuation des migrant.e.s de La Chapelle : j'avais pu publier quelques-unes des photos dans d'autres canards d'actualité, mais là, elles forment un tout cohérent et inédit. On quitte la photo d'illustration pour lui redonner toute sa valeur de narration.

Quels sont les revenus d'un.e photographe de presse aujourd'hui ? Cela permet-il de travailler en toute indépendance ?

Y. L. : La presse est devenue ultraprécaire, en général : la pige journalière est tombée à 60 euros, ce qui rend impossible l'idée de gagner sa vie uniquement ainsi. Il faut bosser à côté pour pouvoir joindre les deux bouts. Même quand on parvient à vendre une photo, ça ne rapporte pas grand-chose : entre 20 et 60 euros sur Internet. Sur papier, c'est un peu plus, ça peut monter à 200 ou 300 euros, voire 1000 ou 2000 si tu parviens à négocier une exclusivité. Mais c'est très rare, car nous sommes beaucoup dans la file d'attente. Ensuite, les grosses agences, comme l'AFP, comptent sur la masse de photos qu'elles revendent, et cassent donc les prix : tu peux en acheter pour 50 centimes !

V. C. : Ce qui est sûr, c'est que quand on prend une journée pour aller faire des photos de manif, ce n'est pas pour l'argent ! On y va plutôt pour vivre ce moment, témoigner de ce qu'il se passe, et par engagement. Ce n'est pas la même chose pour des photographes qui sont salarié.e.s à l'AFP : eux envoient leurs prises de vue à l'agence en direct par wifi, et c'est cette dernière qui est propriétaire des images.

Y. L. : En nous affiliant à des agences indépendantes (Hans Lucas pour nous deux ici présent.e.s), on conserve le choix de distribuer nos images selon un besoin d'actualité chaude, de *breaking news*, ou bien selon une envie de construire un discours plus documentaire autour d'un événement. Tou.te.s les photographes d'*États d'urgence* partagent ce goût de la photo engagée et humaniste – ce qu'on appelle « photographie sociale ». Cela implique de se sentir proches des acteurs que nous accompagnons avec notre appareil. On ne cherche pas l'objectivité froide, mais plutôt à faire corps avec ce qu'il se passe. Il peut arriver qu'une de nos photos serve à illustrer un article, mais ce n'est pas pour cela que nous faisons ce métier.

V. C. : Si tu veux vivre de ce métier sans à-côtés, il faut produire un max, faire dans l'actu à fond et ne pas trop te poser de questions. Pour s'en sortir, certain.e.s photographes partagent leur journée entre un *meeting* de Marine Le Pen, un autre de Macron, puis un saut rapide à la manif du jour avant le Salon de l'Auto... On se retrouve obligé.e.s d'aller prendre en photo ce dont vont parler les médias *mainstream*, et non ce qui nous semble important.

Prendre une bonne « photographie sociale », comme vous dites, est-ce aussi prendre une belle photo ?

Y. L. : Prenons un exemple : depuis un certain temps, les médias se focalisent sur l'esthétique de l'émeute, avec les affrontements de personnes habillées de noir et en cagoule. Et nous, en tant que photographes, on voit bien que photographeur cela est plus vendeur. Mais on perd du même coup toutes les autres réalités qui font une manifestation. On se retrouve donc avec 50 photographes autour de 10 ou 15 personnes qui lancent un pauvre cocktail Molotov : l'info est réduite à cela. Et ils essaieront tous de vendre la même photo du CRS en flammes, car ils savent que c'est ce que veulent les

rédactions en termes de « belle photo » : du spectaculaire et de l'effrayant. Alors qu'au même moment, il se passe plein de belles choses parmi les milliers de personnes présentes.

V. C. : La revue *États d'urgence* permet justement de faire se côtoyer des photos d'assemblées, de syndicalistes en discussion et du cortège de tête organisé en *Black Blocs*. En racontant l'ensemble du mouvement social, on remet la photo choc à sa bonne place, parmi tous les autres moments plus ordinaires qui font qu'une lutte existe.

Y. L. : C'est d'ailleurs là où le collectif de photographes prend sens : chacun.e apporte ce qu'il a vu, et ça crée une diversité de témoignages. Seul, on ne peut pas tout raconter.

V. C. : C'est la même chose quand on veut raconter la vie des migrant.e.s : on ne peut pas se contenter de prendre en photo le moment où les flics leur tapent dessus. Il y a aussi tout le quotidien, l'entraide, quand on fait à manger, ou la lessive... Les portfolios d'*États d'urgence* permettent de mettre ensemble des images fortes et d'autres moins, avec toujours la même pertinence.

Le métier de photographe de presse oblige-t-il à photographeur tout le réel, ou faites-vous un tri politique dans vos prises de vue ?

Y. L. : En tant que photographe face à un événement, on se demande si ce qu'il se passe n'a de sens qu'ici et maintenant, ou si cela a un sens plus large et plus durable. Il peut par exemple arriver que des tensions surgissent entre manifestant.e.s, par exemple entre la CGT et le cortège de tête. Quel est l'intérêt de prendre une photo ? Est-ce qu'on est dans l'anecdotique ou face à une clé de compréhension du réel ? Souvent, on prend l'image, mais on ne la publie pas parce que ça n'a pas assez de portée.

V. C. : Ou encore parce qu'il y a une personne reconnaissable en train de faire quelque chose que la justice pourrait lui reprocher... Nous devons alors prendre la décision éthique de ne pas produire cette image. Même si la photo est bonne : soit on cherche nos rushes une autre photo, moins « sexy » mais aussi moins incriminante, soit on renonce carrément à témoigner de ce moment.

Y. L. : Et puis la police n'a pas besoin de photographes indépendants comme nous pour produire des preuves ! Ils ont la vidéosurveillance, des drones équipés de caméras, les images tournées par les CRS ou les renseignements généraux, sans compter toutes celles que les manifestant.e.s capturent eux-mêmes sur leurs smartphones... Et de toutes façons, l'image n'est pas essentielle pour les procureurs : il leur suffit d'invoquer un témoignage anonyme pour enclencher une procédure. Il faut arrêter de croire que le journaliste et le photographe sont des ennemis du mouvement social.

Cette surabondance des smartphones ou des caméras low cost crée-t-elle une guéguerre entre professionnel.le.s et amateur.trice.s ?

Y. L. : Tout le monde peut faire une photo, il n'y a pas de légitimité a priori des professionnels par rapport aux amateurs. Ce qui fait la différence, c'est ce que va devenir la photo, dans quelle narration elle sera utilisée. Les pros ne se contentent pas de prendre les événements sur le vif, ils construisent aussi des sujets et des histoires, pour porter un regard sur une situation peu connue.

V. C. : Certaines techniques font la différence, notamment quand tout va vite autour de toi : comment tu fais le cadrage, comment tu tiens compte de la lumière, du mouvement, etc. Si tu ne veux pas faire une photo lisible par hasard, tu as deux ou trois trucs à maîtriser. Même les « pros » ne font pas toujours de belles photos, notamment dans les sujets d'actu, où tu dois juste coller à l'événement.

Y. L. : Le métier est en pleine révolution à ce niveau-là, car de plus en plus de photographes font un travail d'auteur.e, avec un style et une patte reconnaissables entre mille. La démocratisation de la photo a permis d'améliorer le niveau général des photographes, on n'a jamais eu autant de qualité et de recherche dans la production d'images.

V. C. : Ce qui fait que parfois même des travaux amateurs parviennent à susciter l'admiration de professionnels...

Y. L. : Ça crée une émulation générale et réciproque.

V. C. : Au bout d'un moment, tu cesses d'être amateur quand ton regard a été entraîné. Par exemple, quand tu décides de ne pas rester avec la foule pour t'intéresser à quelque chose dont les autres photographes se fichent. En changeant d'angle. En suivant tel type de personnes plutôt que telles autres : dans une manif, je peux choisir de prendre en photo les personnes âgées plutôt que le cortège de tête, et je ressortirai avec une vision plus riche à partager.

En plus de vos appareils photo, comment vous équipez-vous en manifestation ?

V. C. : Depuis l'année dernière, la violence des policiers a augmenté au point qu'on ne peut plus se rendre en manif sans se protéger. Pour prendre des photos, je mets un casque, un masque à gaz et un décontaminant. Sans oublier ma veste en cuir, qui m'a souvent évité le pire.

Y. L. : Je mets un casque, avec un masque à gaz intégral qui protège aussi les yeux contre les tirs de Flash-Ball. J'ai aussi un sac à dos renforcé. Les CRS cherchent à nous confisquer notre matériel de protection, sous prétexte que si on était positionnés du bon côté, on n'en aurait pas besoin. Mais ce n'est pas à la police de décider où se placent les journalistes ! Le divorce qui existe entre la police et la population est le même entre la police et les journalistes. On n'est pas une caste en dehors de la société : ce que les manifestant.e.s se prennent dans la gueule, on se le prend aussi à un moment donné en tant que photographe. La carte de presse n'est pas une protection. Qui plus est en tant que photographes, on n'y a pas facilement accès, et la police ne nous la demande pas avant de nous filer des coups de matraque. La médiatisation de la violence d'État a desservi les forces de l'ordre au printemps dernier. Il y a eu une volonté d'empêcher la production d'images soit en ne nous permettant pas de nous protéger soit en cherchant à nous blesser.

V. C. : En manif, les photographes risquent des coups des deux côtés de la barricade : en nous mettant en avant des cortèges, on se retrouve dans une zone tampon entre manifestant.e.s et policiers. On prend des coups accidentels ou plus prémédités, ça dépend. Côté flics, on sait par exemple que si on les photographie pendant qu'ils lynchent une personne au sol, ils risquent fort de venir s'en prendre à nous ensuite. Côté manifestant.e.s, on a appris ce qu'il faut éviter de prendre en photo pour ne pas être viré de la manif. On ne sort pas l'appareil quand les gens se changent pour mettre ou enlever leurs habits qui servent à anonymiser leurs actions.

Y. L. : Ou alors tu travailles en confiance avec les gens qui font ça, et tu prends une photo sur laquelle on ne les reconnaîtra pas. Ce n'est pas une question d'autocensure, mais des moyens mis en place pour documenter le réel en tant que photojournaliste : cela peut passer par des protocoles avec les gens qu'on accompagne pour les prendre en photo.

NOTES

1. Éditions Libertalia.

2. Valentina Camu, Valérie Dubois, Yann Levy, Nnoman, Vincent Palmier(icone), Julien Pitinome.